

Sauvetage . . .

Al-Wadi (Hadith al-Wadi), 21 septembre 1934

C'est le droit des journaux gouvernementaux, et particulièrement de celui qui parle au nom du président du Conseil, de remercier Dieu de n'être ni très lus ni très répandus, comme on le dit — car si le public lisait vraiment les sottises que ces journaux publient à son intention, et le bavardage oiseux qu'ils s'efforcent de répandre parmi lui, les conséquences n'auraient guère de quoi réjouir ni rassurer.

Les lecteurs égyptiens exècrent les journaux qui ne les satisfont pas et méprisent les écrivains qui ne reflètent pas leurs opinions et ne les servent ni honnêtement ni loyalement. Ils se contentent de se détourner de ces journaux et de délaisser ces écrivains — mais ils n'acceptent pas, et ne devraient jamais accepter, d'être raillés par la presse, ni que des écrivains se jouent de leur intelligence et de leurs intérêts au point honteux où en sont arrivés les journaux du gouvernement.

Voici l'un de ces journaux qui félicite ce matin même le gouvernement d'avoir sauvé l'Égypte de deux périls imminents — l'avoir sauvée du péril de l'inondation, et avoir sauvé sa capitale du péril de son réseau d'égouts.

Et ce journal ne se contente pas de féliciter le gouvernement et de le noyer d'éloges ; il va plus loin, accablant violemment les adversaires du gouvernement de n'avoir ni assisté le gouvernement ni rassuré le public lorsque la crise a frappé, et de même de n'avoir ni salué les efforts du gouvernement, ni reconnu son labeur, ni lui avoir dûment rendu crédit maintenant que le danger est passé et que les Égyptiens sont de nouveau en sécurité, dans leurs vies, leurs biens, et leur santé en général.

Oui, voilà le genre de choses que l'on écrit dans certains journaux, et ceux qui les écrivent semblent pouvoir demeurer en paix avec eux-mêmes, trouver le repos dans leur conscience, et se regarder dans le miroir sans ciller. On peut sans doute comprendre que ceux qui écrivent de telles choses n'éprouvent aucune honte à affronter le public — car aux yeux du public ils demeurent innocents, puisque le public ne lit pas ce qu'ils écrivent et ignore tout des sottises qu'ils débitent. Mais ce que nous ne pouvons comprendre, ni supporter, c'est que le confort, la paix de l'âme et de la conscience puissent venir si aisément à des gens qui se permettent de se jouer ainsi des esprits, de se moquer ainsi de

l'intelligence du public — pour la seule raison qu'ils souhaitent plaire à ceux qui leur permettent d'écarter d'eux-mêmes la douleur de la faim.

C'est vraiment trop demander à l'Égypte que de compter parmi ses propres fils quelqu'un qui prétendrait devant elle que le gouvernement actuel mérite l'éloge pour avoir sauvé Le Caire du péril de son réseau d'égouts, et pour avoir épargné à ses habitants cette hideuse souillure que ce péril soulève, corrompant l'air, l'emplissant, polluant l'eau, et déversant tout cela sur les âmes des innocents.

C'est vraiment trop demander à l'Égypte que certains de ses fils puissent prétendre devant les habitants du Caire que le gouvernement les a sauvés de ce mal — alors qu'ils le voient de leurs propres yeux, le sentent de leurs propres narines, en sont troublés à leur réveil, en perdent le sommeil le soir venu, et mènent une existence entière de contrariété ininterrompue, qu'ils sortent de chez eux ou qu'ils y demeurent — tandis que les ministres jouissent d'une vie calme et paisible, d'un luxe doux et délicieux, sur la belle côte d'Alexandrie.

C'est vraiment trop demander à l'Égypte que l'on trouve parmi ses fils quelqu'un qui glorifie le négligent au moment même où il se noie dans la négligence, qui loue le relâché au moment même où il sombre dans le relâchement, et qui exige des Égyptiens misérables qu'ils se satisfont de leurs ministres négligents — et non seulement qu'ils s'en satisfont, mais qu'ils ajoutent à cette satisfaction l'éloge, la gratitude et la louange. Qui sait — peut-être demanderont-ils demain aux Égyptiens d'organiser des prières dans les mosquées et les églises, suppliant Dieu d'accorder aux ministres bienfait sur bienfait, luxe sur luxe, parce qu'ils ont sauvé les habitants du Caire du malheur et écarté de leur vie et de leur santé tout mal !

Il faut vraiment que les Égyptiens soient tombés bien bas aux yeux de ces écrivains, ou que ces écrivains soient tombés bien bas à leurs propres yeux — car une telle moquerie des esprits ne saurait venir de ces hommes à moins qu'ils n'aient perdu tout sens de la pudeur envers eux-mêmes, ou qu'ils n'aient fini par tenir leur propre nation en si piètre estime qu'ils n'espèrent plus pour elle nulle dignité.

Nous-mêmes tenons vivement à louer les ministres et à leur rendre hommage, sans parler de les encourager et de leur accorder le crédit qui leur revient — mais nous aimerions voir en eux quelque mérite qui mérite véritablement d'être consigné, quelque effort qui mérite véritablement l'éloge, quelque service qui mérite véritablement la gratitude et la

reconnaissance. Nous aimerions, à tout le moins, sentir qu'ils partagent avec le peuple les épreuves qui le frappent, qu'ils souffrent avec lui des peines qu'il endure, et qu'ils prennent leur part du malheur qui l'accable. Le public doit sentir que les ministres égyptiens souffrent aux côtés des Égyptiens et partagent leur douleur. Nous aimerions que le public sache que les habitants du Caire n'ont pas été laissés seuls face à ce péril, à en souffrir seuls et à le redouter seuls, mais que les ministres et les hauts fonctionnaires sont venus demeurer parmi eux, partageant ce qu'ils avaient à endurer — et que le plus dur de l'été s'est apaisé, et que le climat du Caire se serait adouci, n'était cet air empoisonné que les égouts ont corrompu. Que les ministres nous montrent donc leur solidarité avec le peuple, leur sincérité dans cette solidarité, et leur empressement à accomplir leur devoir — non pas, disons-nous, quelque devoir national général, mais le devoir spécifique de leur propre charge — en se hâtant vers les sinistrés pour demeurer parmi eux. Nous aimerions voir cela, afin de savoir que les ministres sont des nôtres, et nous des leurs, qu'ils ressentent notre douleur et partagent notre souffrance. Mais que voyons-nous en réalité ? Nous voyons le ministre compétent ne faire au Caire que de brèves apparitions ; nous voyons le président du Conseil ne passer au Caire que quelques heures ; nous voyons les autres ministres reculer devant Le Caire avec effroi, s'en détourner tout à fait — que Dieu nous pardonne — nous voyons même le directeur du ministère de la Santé lui-même résider à Alexandrie, sans jamais la quitter, surveillant Le Caire de loin et protégeant la vie de ses habitants par téléphone — pour ensuite exiger des adversaires du gouvernement qu'ils se mentent à eux-mêmes et au public, prétendant que Le Caire a été sauvé du péril, s'illusionnant eux-mêmes et trompant le public au point de créditer les ministres d'un mérite qu'ils n'ont jamais eu et d'un travail qu'ils n'ont jamais accompli — pour ensuite se retourner et louer les ministres, leur offrant des bouquets et des couronnes de fleurs.

Les ministres devraient sentir que les habitants du Caire remarquent, avec une douleur amère, que leurs ministres jouissent de l'air libre, de la brise douce, de la vie agréable, de la belle mer, et d'un luxe sans limite, tandis qu'eux-mêmes souffrent ce que nul ne devrait souffrir en ce siècle, dans un pays civilisé dont le budget dépasse les trente millions de livres, où les impôts se perçoivent sans douceur ni indulgence, et dont les gouvernants prétendent devant le public que la nation a atteint le même degré de progrès que les peuples civilisés et avancés d'outre-mer.

Les ministres devraient sentir que les habitants du Caire ne croient pas qu'ils partagent véritablement leur épreuve, ni qu'ils s'affligent véritablement de ce qui les a frappés dans cette crise — mais croient plutôt que les ministres ne considèrent nullement cette grave épreuve comme une catastrophe nationale, ou qu'ils sont tout simplement incapables de concevoir une catastrophe nationale en tant que telle, n'y voyant qu'une affaire d'ordres donnés, de fonds débloqués, de papiers signés — suivie de la conviction que le devoir a ainsi été accompli, et que quiconque a accompli son devoir a bien le droit de jouir du confort, du luxe et de l'aisance.

Ce n'est pas ainsi que les ministres s'acquittent de leur devoir dans les nations civilisées, où l'on honore la dignité humaine, où l'on sauvegarde les droits du peuple, et où l'on respecte les sanctités de la vie.

Les journaux ont rapporté que le président du Conseil avait souhaité se rendre à Damiette à bord d'un navire se berçant doucement sur les eaux du Nil, mais qu'il s'était ravisé et avait ajourné ce voyage — ce qui laissa croire au public qu'il viendrait plutôt au Caire avec ses collègues, pour y demeurer et surveiller personnellement, de près, les mesures prises pour sauver la ville. Mais on ne tarda pas à découvrir que le président du Conseil et ses collègues demeureraient fixés à Alexandrie, sans en bouger : certains d'entre eux assistèrent au banquet du délégué du Haut-Commissaire le mercredi ; d'autres assisteront à un autre banquet encore le mardi ; et le reste attend un troisième banquet, auquel ils seront conviés quelque troisième jour — tandis que les habitants du Caire continuent de souffrir sous ces spectres qui hantent leur air, matin et soir : les spectres de l'épidémie, et tout ce que l'épidémie entraîne dans son sillage. Non — les journaux du gouvernement ne devraient pas exiger des adversaires du gouvernement qu'ils créditent les ministres d'un mérite ou les louent pour un labeur qu'ils n'ont jamais accompli. Ces journaux devraient plutôt dire aux ministres, aux hauts fonctionnaires, et au directeur du ministère de la Santé : « Vous n'avez nulle place à Alexandrie ; votre place, votre travail et vos devoirs sont au Caire, parmi ses habitants sinistrés. Hâtez-vous donc de revenir de votre villégiature estivale — car il semble que la pudeur seule vous interdise désormais d'en jouir encore. »